Conseil de sécurité

Briefing sur le Soudan

New York, le 18 septembre 2024

Déclaration de la Suisse
Lue par Adrian Hauri, Représentant permanent adjoint

Merci, Monsieur le Président.

Et je remercie Madame Pobee et Madame Msuya pour les mises à jour alarmantes concernant l'escalade récente des combats à El Fasher, qui est assiégée par les Forces de soutien rapide depuis plus de trois mois. Nous nous félicitons de la convocation rapide du Conseil de sécurité face à ces développements.

L'ampleur des souffrances et des destructions à El Fasher dépasse toute compréhension. Des centaines de milliers de civils sont confrontés à une violence intense, y inclus à des violences sexuelles et basées sur le genre, des attaques indiscriminées, des déplacements répétés et au risque imminent de famine, comme cela a déjà été confirmé dans le camp de Zamzam. Un camp de personnes déplacées qui, comme nous l'avons entendu, abrite à lui seul un demi-million de personnes. Parmi ceux qui parviennent à s'échapper des combats, beaucoup sont exploités, violés ou portés disparus pendant leur fuite.

Nous réitérons de toute urgence nos appels aux Forces armées soudanaises et aux RSF, ainsi qu'à toutes les parties, à une désescalade et une cessation immédiate des hostilités. Nous demandons aux RSF de mettre fin au siège d'El-Fasher, comme le demande la résolution 2736. De même, nous demandons aux SAF de s'abstenir de recourir à des bombardements aériens. Les quartiers résidentiels, les marchés, les hôpitaux et les camps de déplacés doivent cesser d'être pris pour cible.

Comme l'a souligné la coordinatrice humanitaire de l'ONU ce week-end, il n'y a aucune excuse pour les attaques contre les civils, qui sont strictement interdites par le droit international humanitaire, et représentent des crimes de guerre. Nous appelons à nouveau toutes les parties à respecter le droit international humanitaire ainsi que leurs propres engagements, y compris ceux de la déclaration de Djeddah, afin d'améliorer la protection des civils et de ceux qui ne participent plus au conflit. Je me réfère ici aussi aux remarques de Madame Pobee à cet égard.

Nous appelons également toutes les parties et tous les États membres à respecter les mesures de sanction pour le Darfour, en particulier l'embargo sur les armes, que ce Conseil a renouvelé à l'unanimité la semaine dernière.

Monsieur le Président,

L'arrêt des hostilités, y compris par des cessez-le-feu localisés ou des pauses humanitaires, est crucial pour faire face à l'aggravation de la situation humanitaire. Nous réitérons notre appel à l'ouverture de toutes les routes disponibles, y compris à travers les frontières et les lignes de front, afin d'atteindre les personnes dans le besoin. Les graves inondations compliquent l'acheminement de l'aide humanitaire. L'ouverture temporaire de la frontière d'Adré est un premier pas prometteur. Désormais, il est essentiel d'éliminer tous les obstacles bureaucratiques afin de faciliter un acheminement rapide et sans entrave. A cet effet, le droit international humanitaire exige également le respect et la protection du personnel

humanitaire, comme l'a réaffirmé ce Conseil en adoptant la résolution 2730. Cela est d'autant plus indispensable maintenant que les camions transportant les biens humanitaires sont en route pour que l'aide parvienne à ceux qui en ont besoin.

Monsieur le Président,

La souffrance humaine ne s'arrête pas à El Fasher. D'intenses hostilités se poursuivent dans d'autres régions du Darfour, ainsi qu'à Sennar et à Khartoum. Lorsque la saison des pluies prendra fin, nous assisterons avec une forte probabilité à une accélération des combats à travers le pays, et à un risque accru d'une régionalisation de ce conflit. Presque vingt-six millions de personnes à travers le pays sont confrontées à des conditions de faim et de famine aiguës ; plus de dix millions sont déplacées ; le nombre de morts est inconnu. Nous l'avons entendu maintes et maintes fois, mais nous devons sans cesse nous rappeler de l'ampleur des hostilités. En tant que Conseil de sécurité, nous devons continuer à jouer un rôle actif dans la promotion d'une résolution pacifique de ce conflit.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Thank you, Mr. President.

And thank you Ms. Pobee and Ms. Msuya for sharing these alarming updates on the recent escalation of fighting in El Fasher, which has been under siege by the Rapid Support Forces (RSF) for over three months. We welcome the swift convening of the Security Council to address these developments.

The scale of the suffering and destruction in El Fasher, is beyond comprehension. Hundreds of thousands of civilians are facing intense violence, including sexual and gender-based violence, indiscriminate attacks, repeated displacement and the imminent risk of starvation, as has already been confirmed in the Zamzam camp. A camp for displaced persons which, as we have heard, is home to half a million people. Many of those who manage to escape the fighting in El Fasher are being exploited, raped or go missing while they flee.

We reiterate with all urgency our calls to the Sudanese Armed Forces (SAF) and the RSF, and to all parties, for de-escalation and an immediate cessation of hostilities. We call on the RSF to end the siege of El-Fasher, as called for in Resolution 2736. Similarly, we call on the SAF to refrain from aerial bombardments. Residential areas, markets, hospitals and IDP camps must stop being targeted.

As the UN Humanitarian Coordinator stressed this weekend, there is no excuse for attacks on civilians, which are strictly prohibited by international humanitarian law and constitute war crimes. We once again call on all parties to respect international humanitarian law and their own commitments, including those in the Jeddah Declaration, in order to improve the protection of civilians and those no longer involved in the conflict. Here, I also refer to Ms. Pobee's remarks in this regard.

We also call on all parties and all Member States to respect the sanctions measures for Darfur, in particular the arms embargo, which this Council unanimously renewed last week.

Mr. President,

The cessation of hostilities, including through localised ceasefires or humanitarian pauses, is crucial to addressing the worsening humanitarian situation. We reiterate our call for all available routes to be opened, including across borders and front lines, in order to reach those in need. The severe flooding is complicating the delivery of humanitarian aid. The temporary opening of the Adré border is a promising first step, but more needs to be done. It is now essential to eliminate all bureaucratic obstacles in order to facilitate a rapid and unimpeded delivery. To this end, international humanitarian law also requires respect for and protection of humanitarian personnel, as reaffirmed by this Council in adopting Resolution 2730. This is all the more essential now that the trucks carrying humanitarian goods are on the move to reach those in need.

Mr. President,

The human suffering does not end at El Fasher. Other regions of Darfur as well as Sennar and Khartoum continue to be the scene of intense hostilities. When the rainy season ends, we are likely to see a further acceleration of the fighting across Sudan and an increased risk of the conflict becoming regionalised. Almost twenty-six million people across the country are facing conditions of acute hunger and famine; over ten million are displaced; the death toll is unknown. We have heard this time and again, but we must constantly remind ourselves of the devastating scale of the hostilities. As the Security Council, we must continue to play an active role in promoting a peaceful resolution to this conflict.

I thank you.